

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPRANZI GALVANISATION

5 rue Eugène Hénaff
69200 Vénissieux

Références : UD-R-CTESSP-25-367-LD
Code AIOT : 0006103850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement SOPRANZI GALVANISATION implanté 5 rue Eugène Hénaff 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le contexte des suites des visites précédentes, notamment :

- le suivi de l'astreinte instituée par arrêté préfectoral du 26 décembre 2024 ;
- l'avancement de la constitution du dossier de réexamen IED et du rapport de base dont l'échéance était fixée au 4 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPRANZI GALVANISATION

- 5 rue Eugène Hénaff 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOPRANZI GALVANISATION est spécialisée dans le traitement de surface par application de zinc en fusion (galvanisation à chaud sur des pièces industrielles et des charpentes métalliques) et par procédé électrolytique (cataphorèse). Le site dispose de deux lignes de traitement par galvanisation et d'une ligne de traitement par cataphorèse. L'établissement est autorisé pour ces activités par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 modifié. Les activités relèvent notamment de la Directive relative aux émissions industrielles (IED). A ce titre, le site est classé à autorisation sur les rubriques 3260 : traitement de surface et 3230-c : transformation des métaux ferreux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection constate que :

- l'accès à la boîte contenant l'obturateur à mettre en place en situation de déversement accidentel ou d'extinction des eaux incendie n'est pas aisément accessible ;
- la rétention du bâtiment stockage est encombrée.

L'exploitant a remédié dans la journée à ces situations en envoyant pour preuve deux photos permettant de constater l'accès à l'obturateur ainsi que le désencombrement de la rétention du bâtiment stockage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétention eau extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1	Avec suites, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
2	Canalisation rejets	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009,	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	atmosphériques	article 12.1 & 13.1			
3	Rejets atmosphériques Laveur d'air	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dossier de réexamen	Code de l'environnement du 02/10/2025, article L.515-28	/	Demande d'action corrective	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats de la présente inspection, l'Inspection considère que la mise en demeure du 12 avril 2022 et l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26 décembre 2024 ne pourront être respectivement levés et abrogés que lorsque l'exploitant aura mis en place les dispositifs permettant d'éviter le déversement des eaux d'extinction incendie (descentes de toitures) ou d'eaux polluées lors d'un incident (bordures extérieures du site) dans le réseau de la métropole ou justifié l'impossibilité de mettre en place de tels dispositifs.

Cette visite d'inspection a également permis de relever plusieurs non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra tenir à disposition de l'Inspection, selon les délais mentionnés dans les fiches de constat du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour traiter les non-conformités précitées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention eau extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte

Prescription contrôlée :

La société SOPRANZI GALVANISATION est mise en demeure de respecter dans un délai de 12 mois les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 en mettant en oeuvre une solution qui permette que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, puissent être collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent ; et en transmettant tout document justifiant de cette mise en oeuvre.

Constats :

Lors de la précédente visite :

- L'inspection avait constaté que les plans présentés par l'exploitant ne permettaient pas de justifier du cheminement des eaux d'extinction incendie en direction des rétentions identifiées (fosses de rétention des cuves de traitement de surface et voirie du site) ;
- l'exploitant avait indiqué ne pas avoir installé de dispositif d'obturation des réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement permettant de confiner les eaux d'extinction incendie.

Au regard des éléments précités et par suite du non-respect de la mise en demeure du 12/04/2022, un arrêté d'astreinte journalière a été pris en date du 26 décembre 2024.

Par courrier du 12 novembre 2024, l'exploitant avait transmis des éléments en lien avec le volume de rétention réglementaire des eaux d'extinction d'incendie dans les différents bâtiments et dans la cour intérieure.

Afin de justifier ces capacités, il avait fait intervenir un architecte qui avait repris toutes les mesures de ces zones de rétention sur l'ensemble des bâtiments et mandaté un bureau d'études pour la réalisation de relevés topographiques sur la cour intérieure et les différents ateliers. Il indique que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du site, il est en capacité d'isoler le site et ainsi bloquer toute évacuation d'eau grâce notamment à des systèmes d'isolement.

Il ajoute qu'il dispose d'un obturateur de réseau qui permet de condamner l'évacuation des eaux pluviales au niveau de sa cour intérieure (obturateur acheté en 2022) et de tapis obturateurs qui permettent d'éviter tout déversement dans les regards d'eaux usées.

L'inspection n'avait pas reçu les différents éléments justificatifs et l'arrêté d'astreinte avait alors été pris comme indiqué précédemment.

Lors de la présente visite l'inspection constate :

- qu'effectivement les différents bâtiments disposent bien de rétentions (sous les cuves de traitement de surface et une rétention dans le bâtiment de stockage) ;
- que la mise en place d'un obturateur au niveau de la cour intérieure est effectivement possible ajoutant ainsi un volume supplémentaire de rétention dans cette cour. Une procédure existe pour la mise en place de cet obturateur et plusieurs employés sont formés à son utilisation, notamment le gardien présent la nuit.

L'inspection constate cependant qu'en cas d'incendie sur un des bâtiments, les capacités de rétention ne suffiraient pas à contenir les eaux dans les bâtiments. Ainsi, l'exploitant avait acheté en début d'année 2025 des barrages flexibles (au nombre de deux) à mettre en place sur les différentes portes des bâtiments et permettant ainsi un confinement interne des eaux d'extinction incendie.

Le nombre de boudins acheté n'étant pas suffisant pour étanchéifier l'ensemble des portes du

bâtiment, l'inspection a demandé à l'exploitant de provisionner un nombre suffisant de ces équipements et de mettre à jour sa procédure en cas d'incendie ou de déversement accidentel. Ces barrages flexibles ont été reçus post inspection et l'exploitant a justifié en date du 13 novembre 2025 :

- de leur installation aux endroits stratégiques permettant leur accessibilité par le personnel en cas de besoin de mise en œuvre (photos à l'appui);
- de leur bon fonctionnement via un test d'étanchéité (photos à l'appui);
- de la mise à jour de la procédure de mise en place de ces barrages flexibles.

Enfin, d'après les plans des réseaux de l'installation, l'inspection note qu'une partie des eaux d'extinction incendie (descentes de toitures) ou d'eaux polluées lors d'un incident (bordures extérieures du site) est susceptible de se déverser dans le réseau de la métropole.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'effet d'envisager une levée de la mise en demeure du 12 avril 2022 et l'abrogation de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 26 décembre 2024, il est demandé à l'exploitant d'étudier, **sous 2 mois**, la possibilité d'installer un obturateur ou une vanne au niveau du rejet global du site avant rejet au réseau de la métropole avec une procédure de mise en œuvre associée qui permettrait de garantir le confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou accident (notamment les descentes de toiture et les bordures extérieures du site ne pouvant être confinées par les capacités actuelles).

L'exploitant installe le cas échéant ce dispositif **sous 4 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Canalisation rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 12.1 & 13.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2025

Prescription contrôlée :

12.1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques (...)

13.1 : Les rejets atmosphériques sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant

- sous une semaine, de remettre en fonctionnement l'aspiration des vapeurs des cuves de l'atelier cataphorèse ;
- sous 3 mois, d'améliorer le dispositif d'aspiration des vapeurs des cuves d'acides chlorhydriques ;
- sous 3 mois, de réaliser une étude technico-économique relative à la mise en place d'un dispositif de collecte, de traitement éventuel et de rejet des émissions atmosphériques des cuves de zinc fondu pour permettre une bonne diffusion des rejets, avec un calendrier de mise en œuvre.

Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'aspiration des vapeurs des cuves de l'atelier cataphorèse est en fonctionnement.

En ce qui concerne le système d'aspiration des vapeurs issues des bains de décapages de la chaîne de galvanisation à chaud, ce dernier avait été arrêté pour la réalisation des travaux d'étanchéité de la dalle de rétention étant donné que le laveur est relié directement à la station de traitement. Les travaux ont été réalisés (documents fournis avant l'inspection) et la station a été remise en service le lundi 18 novembre 2024. Le système d'aspiration a lui aussi été remis en service parallèle.

En ce qui concerne la mise en place d'un dispositif de collecte, de traitement éventuel et de rejet des émissions atmosphériques des cuves de zinc fondu pour permettre une bonne diffusion des rejets, l'exploitant a fourni les études technico-économiques après la présente visite mais avait déjà présenté des devis et un échéancier au mois de mai 2025. Il indique que les travaux seront réalisés durant l'été 2026 et permettront le respect de certaines MTD du BREF FMP.

L'inspection indique à l'exploitant qu'il devra déclarer au préfet l'ensemble de ces modifications, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement (déclaration avant la réalisation des modifications, accompagnée de tous les éléments d'appréciation).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu de la solution retenue pour l'aspiration des bains de zinc nécessitant des investissements lourds et la mise à l'arrêt des chaînes de traitement, l'Inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité cette aspiration, avant le 4 novembre 2026, pour répondre :

- aux exigences fixées par les articles 12.1 et 13.1 de l'arrêté préfectoral du site ;
- aux MTD en lien avec cette thématique pour le BREF FMP.

Le délai accordé pour cette mise en conformité (4 novembre 2026) est celui de la mise en conformité attendue du site avec les conclusions des MTD du BREF FMP.

L'exploitant devra déclarer cette modification au préfet conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement (déclaration avant la réalisation, accompagnée de tous les éléments d'appréciation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques Laveur d'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques Laveur d'air

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Polluant	Rejet direct (en mg/m3)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
CrVI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100

NH ₃	30
-----------------	----

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Cas particulier de l'attaque nitrique :

NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m³ sur un cycle de production et à 800 mg/m³ comme maximum instantané.

Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m³ ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit

prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.

Constats :

Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait réalisé que des mesures de l'acidité totale et de l'HF et n'avait pas été en mesure de justifier par des données bibliographiques l'absence de mesure sur tous les autres polluants mentionnés à l'article 26 de l'arrêté du 30/06/2006 (Cr total, chrome Vi, Ni, CN, NOx, SO2, NH3).

Il avait donc été demandé à l'exploitant de procéder lors du prochain contrôle annuel, à l'analyse de ces paramètres afin de déterminer les substances pertinentes à retenir pour le laveur d'air.

Lors de la présente inspection, l'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de mesures de ces rejets atmosphériques depuis juillet 2024. L'inspection constate néanmoins que les dernières mesures réalisées étaient toutes conformes aux Valeurs Limites d'Émission.

Après la présente visite, l'inspection a eu connaissance du signalement d'un riverain inquiet au regard des rejets de poussières émanant de l'installation. Contacté sur ce sujet, l'exploitant indique que les mesures pour le contrôle des rejets atmosphériques de l'installation ont été réalisées le 12 et 13 novembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, **sous un mois**, les résultats du contrôle de ses rejets atmosphériques réalisé le 12 et 13 novembre 2025.

Concernant le laveur d'air, il est demandé, **sous un mois**, à l'exploitant de se positionner sur l'ensemble des paramètres figurant à l'article 26 de l'arrêté du 30 juin 2006 analysés afin de déterminer les substances pertinentes à suivre sur ce point de rejet. Les poussières devront être obligatoirement contrôlées.

Remarque : Dans le cadre de la remise du dossier de réexamen IED (voir point de contrôle suivant), l'exploitant veillera, pour l'ensemble de ses points de rejet atmosphérique, à la réalisation des mesures pour les paramètres cités dans les MTD du BREF FMP afin de pouvoir étayer son dossier de résultats de mesures en lien avec ces MTD et pouvoir justifier de la conformité du site à celles-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article L.515-28

Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen des prescriptions MTD BREF FMP

Prescription contrôlée :

Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures

techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques.

Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.

La décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission du 11 octobre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), en vertu de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil relative aux émissions industrielles, dans le secteur des industries de transformation des métaux ferreux, a été publiée au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) le 4 novembre 2022.

S'il n'est pas déjà réalisé, le rapport de base prévu à l'article L.515-30 du Code de l'environnement décrivant l'état du site lors du premier réexamen doit également être adressé à la préfète avant la première actualisation des prescriptions.

Constats :

L'établissement est classée IED pour les rubriques ICPE suivantes :

3260 : Traitement de surface de métaux par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³

3230-C : Transformation des métaux ferreux : application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure

L'inspection considère que le BREF principal de l'installation est le BREF "Transformation des métaux Ferreux" (FMP). L'exploitant indique qu'il est d'accord avec ce positionnement de BREF principal.

Les conclusions relatives aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF FMP ont été publiées le 4 novembre 2022. Ainsi, le dossier de réexamen de l'installation accompagné du rapport de base le cas échéant aurait du être remis au plus tard le 4 novembre 2023.

Les derniers échanges avec l'administration ont permis de statuer sur une échéance plus tardive au 30 mai 2026, sachant que la conformité aux MTD devra être effective au 4 novembre 2026.

En séance, l'inspection indique que l'installation est également à minima concernée par le BREF secondaire STM (Traitement de surface) et les BREF transverses ENE (Efficacité énergétique) et EFS (stockage de matières dangereuses ou en vrac).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de faire parvenir à la préfète du Rhône et à l'Inspection, **avant le 30 mai 2026**, le dossier de réexamen de son installation accompagné du rapport de base.

Pour aider à la rédaction de ces différents documents il existe :

- Un guide pour la simplification du réexamen réalisé par le MTE révisé en décembre 2020 : <https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/2020%2012%2030%20IED%20Guide%20du%20r%C3%A9examen%20-%20v2.0.pdf>
- Un guide méthodologique pour la rédaction du rapport de base (https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_methodologique-DirectiveIED-Rapport-de-base.pdf) ainsi que les orientations de la commission européenne en date du 6 mai 2014 ([https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0506\(01\)&from=ES](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0506(01)&from=ES))

Pour information, les MTD du BREF FMP sont réparties de la manière suivantes :

MTD générales :

- Les MTD liées à la **performance environnementale** : système de management

environnemental, inventaire des produits chimiques, gestion des situations autres que normales,

- Les MTD liées à la **surveillance des consommations et des émissions**,
- Les MTD liées aux substances dangereuses (chrome),
- Les MTD liées à l'**efficacité énergétique**,
- Les MTD liées à l'**utilisation rationnelle des matières** : lors du dégraissage, lors du décapage, lors du fluxage, lors du trempage, lors de la phosphatation et passivation,
- Les MTD liées à la **consommation d'eau et à la production d'eaux usées**,
- Les MTD liées aux **émissions atmosphériques**,
- Les MTD liées aux **émissions dans l'eau**,
- Les MTD liées au **bruit et vibrations**,
- Les MTD liées aux résidus (**déchets**).

MTD spécifiques :

- Laminage à chaud,
- Laminage à froid,
- Opérations de tréfilage,
- Opérations de galvanisation continue des tôles et des fils
- Opérations de galvanisation discontinue

Le dossier doit examiner le BREF principal (associé à la rubrique principale) et le cas échéant les BREFs secondaires (associés aux activités du périmètre IED) et transversaux. La non prise en compte de certains BREF est à justifier dans le dossier de réexamen. Un positionnement explicite par rapport aux différents BREF est attendu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 mois